

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

DIRECTION DE L'INTERMINISTERIALITE
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Bureau des procédures environnementales et foncières

installations classées pour la protection de l'environnement

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

Société d'Emballage du Val d'Authion (SEVA)

Beaufort en Vallée

à BEAUFORT-EN-ANJOU

DIDD - 2017 – n° 238

**Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

ARRETE

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et R. 181-50 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation DIDD-2011-n° 59 du 17 février 2011 délivré à la Société d'Emballage du Val d'Authion (SEVA) pour l'exploitation d'installations de fabrication et stockages d'emballages en bois, situées Zone Industrielle les Petites Mares, boulevard des entrepreneurs, Beaufort-en-Vallée à BEAUFORT-EN-ANJOU ;

Vu les articles suivants de l'arrêté préfectoral précité :

- **article 2.1.2, alinéa 1, de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011** relatif à la propreté des installations,
- **article 5.1.3, alinéa 1, de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011** relatif aux conditions de stockage des déchets,
- **article 6.2.3 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011** relatif à l'échéancier de mise en conformité de la situation sonore,
- **article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011** relatif aux dispositifs de désenfumage et la réalisation d'une étude technico-économique sur les possibilités de désenfumage de l'atelier de production,
- **article 7.2.6 alinéa 1, de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011** relatif aux installations électriques,
- **article 7.2.7 alinéa 1, de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011** relatif aux zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion,
- **article 7.2.8.1 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011** relatif à la protection contre les effets de la foudre,

- **article 7.5.2 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011** relatif à l'entretien des moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie,
- **article 7.5.4.1 alinéa 4, de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011** relatif aux système de détection incendie,
- **article 7.5.4.2 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011** relatif aux moyens d'intervention externes,
- **article 7.5.5 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011** relatif aux consignes de sécurité,
- **article 7.5.6 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011** relatif aux consignes générales d'intervention et à la formation du personnel,
- **article 9.2 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011** relatif à la surveillance des rejets atmosphériques canalisés.

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 26 juillet 2017 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les propositions de mise en conformité de l'exploitant en date du 23 juin 2017, accompagnées d'un échéancier de réalisation des travaux ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier reçu le 8 septembre 2017 par l'unité départementale de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire ;

Considérant que lors de la visite en date du 7 juin 2017, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- le non-respect des dispositions de **l'article 2.1.2, alinéa 1, de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011** avec la présence de nombreux déchets ou encombrants (véhicules hors d'usage, fûts, pots de peinture, limaille de fer, etc.) dispersés sur l'ensemble du site, ainsi que la présence d'amas de poussières de bois, notamment à proximité de la centrale d'aspiration.
- le non-respect des dispositions de **l'article 5.1.3, alinéa 1, de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011** avec la présence de nombreux déchets dispersés sur l'ensemble du site dont des fûts de liquides non identifiés et stockés sans rétention. Les conditions de stockage de ces déchets présentes un risque de pollution pour l'environnement.
- le diagnostic de la situation acoustique des installations, ainsi que la campagne de mesure après la réalisation des travaux de réduction des nuisances sonores, prescrits **à l'article 6.2.3 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011**, n'ont pas été réalisés.
- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect des dispositions de **l'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011** :
 - le rapport du contrôle du désenfumage réalisé par l'organisme Bureau Veritas, en date du 27/1/2016, fait état d'une installation de désenfumage non-conforme (poussières empêchant leur pleine ouverture, balisages réglementaires absents, câbles cassés, conception des exutoires ne permettant

- pas une ouverture à 100°).
 - l'étude technico-économique sur les possibilités de désenfumage de l'atelier de production prescrite n'a pas été réalisée.
- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect des dispositions de **l'article 7.2.6, alinéa 1, de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011** :
 - le rapport de contrôle des installations électriques, réalisé par BUREAU VERITAS en date du 7 mars 2017, fait état de soixante-cinq non-conformités dont la majorité a déjà été signalée lors de précédents contrôles.
 - le certificat Q18 délivré conclut que les installations présentent des risques d'incendie et d'explosion.
 - il a été constaté l'absence de suivi formalisé justifiant de la prise en compte de l'ensemble des observations formulées par l'organisme lors du contrôle des installations électriques et, donc, du bon état de conformité des installations électriques.
- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect des dispositions de **l'article 7.2.7, alinéa 1, de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011** :
 - les zones ATEX ne sont pas identifiées et repérées sur un plan tenu à jour.
 - le plan des zones à risques d'explosion n'a pas été porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification périodique des installations électriques.
- l'analyse du risque foudre prescrite à **l'article 7.2.8.1 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011**, n'a pas été réalisée,
- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect de **l'article 7.5.2 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011** :
 - l'absence de prise en compte des observations émises par le bureau de contrôle lors de la vérification périodique de l'installation d'extinction automatique incendie et, donc, de sa mise en conformité,
 - l'absence de justificatifs concluant sur l'état de conformité des RIA (état de fonctionnement, pression minimale de fonctionnement du RIA le plus défavorisé),
 - le mauvais état apparent des RIA présents au niveau du hangar A,
 - la présence de matériels hors d'usage et autres encombrants qui rendent inaccessibles les RIA et les extincteurs implantés au niveau des hangars de stockage de produits finis d'emballage bois.
- le non-respect des dispositions de **l'article 7.5.4.1, de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011** : les dépôts de produits finis d'emballage bois ne sont pas équipés de système de détection incendie,
- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect des dispositions de **l'article 7.5.4.2 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011** :
 - l'absence de justificatifs de la disponibilité des moyens en eau incendie requis pour la défense incendie externe.
 - l'absence de convention de mise à disposition pour la réserve d'eau incendie située à l'Ouest de l'établissement.
- les consignes de sécurité prescrites à **l'article 7.5.5 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011** relatif aux consignes de sécurité, ne sont pas rédigées.
- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect des dispositions de **l'article 7.5.6 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011** :

- le personnel n'est pas formé dans le domaine de la sécurité (utilisation des équipements de lutte contre l'incendie, évacuation en cas d'incendie, etc.),
 - l'établissement ne dispose pas d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement d'intervention.
- le contrôle annuel des rejets atmosphériques canalisés prescrit à **l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011**, n'est pas réalisé.

Considérant que les constats susvisés constituent un manquement aux dispositions des articles **2.1.2 alinéa 1, 5.1.3 alinéa 1, 6.2.3, 7.2.3, 7.2.6 alinéa 1, 7.2.7 alinéa 1, 7.2.8.1, 7.5.2, 7.5.4.1 alinéa 4, 7.5.4.2, 7.5.5, 7.5.6 et 9.2** de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011 ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SEVA de respecter les prescriptions des articles **2.1.2 alinéa 1, 5.1.3 alinéa 1, 6.2.3, 7.2.3, 7.2.6 alinéa 1, 7.2.7 alinéa 1, 7.2.8.1, 7.5.2, 7.5.4.1 alinéa 4, 7.5.4.2, 7.5.5, 7.5.6 et 9.2** de l'arrêté préfectoral du 17 février 2011 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Maine et Loire

ARRETE

Article 1 – La société SEVA, exploitant d'installations de fabrication et stockages d'emballages en bois, située en Zone Industrielle les Petites Mares, boulevard des entrepreneurs, Beaufort-en-Vallée à BEAUFORT-EN-ANJOU, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral d'autorisation DIDD-2011-n° 59 du 17 février 2011 qui visent la prévention des risques de pollution de l'environnement :

- **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :**
 - article 5.1.3 alinéa 1, en procédant à l'entreposage des déchets, avant leur traitement ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement,
- **dans un délai ne dépassant pas douze mois à compter de la notification du présent arrêté :**
 - article 2.1.2 alinéa 1, en remettant en état de propreté les installations et en procédant à l'évacuation ou l'élimination des déchets dispersés sur l'ensemble du site (encombrants, véhicules hors d'usages, déchets dangereux, etc.) .

Article 2 - L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1 et notamment :

- **dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté**, les justificatifs attestant des mesures correctives prises pour l'entreposage des déchets, avant leur traitement ou leur élimination,

- **à l'issue des travaux et au plus tard, dans un délai de douze mois à compter de la notification du présent arrêté**, les justificatifs de la réalisation effective du nettoyage des installations, de l'évacuation ou de l'élimination des déchets dispersés sur l'ensemble du site.

Article 3 – La société SEVA, exploitant d'installations de fabrication et stockages d'emballages en bois, située en Zone Industrielle les Petites Mares, boulevard des entrepreneurs, Beaufort-en-Vallée à BEAUFORT-EN-ANJOU, est mise en demeure de respecter, les dispositions de l'article 6.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 février 2011 qui visent la réduction des nuisances sonores :

- **dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté**,
 - en réalisant une campagne de mesures de bruit. Cette campagne de mesures de bruit est effectuée par un organisme qualifié dans les conditions définies par l'arrêté préfectoral du 17 février 2011,
 - en fournissant un calendrier de réalisation des travaux de mise en conformité, dans le cas où les résultats sont non conformes.

Article 4 - L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 4 et notamment :

- **dans un délai de sept mois à compter de la notification du présent arrêté**, les résultats de la campagne de mesures de bruit et le calendrier de réalisation des travaux de mise en conformité, dans le cas où les résultats sont non conformes.

Article 5 – La société SEVA, exploitant d'installations de fabrication et stockages d'emballages en bois, située en Zone Industrielle les Petites Mares, boulevard des entrepreneurs, Beaufort-en-Vallée à BEAUFORT-EN-ANJOU, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 février 2011 qui visent la surveillance des rejets atmosphériques canalisés :

- **dans un délai ne dépassant pas douze mois à compter de la notification du présent arrêté**,
 - en réalisant une campagne de mesure des émissions atmosphériques rejetées par les sources canalisées de l'établissement (rejets de la chaudière fioul et rejets de la centrale d'aspiration des poussières). Cette campagne de mesures est effectuée par un laboratoire agréé dans les conditions définies par l'arrêté préfectoral du 17 février 2011,
 - en fournissant un calendrier de réalisation des travaux de mise en conformité, dans le cas où les résultats sont non conformes,

Article 6 - L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 6 et notamment, **dans un délai de douze mois à compter de la notification du présent arrêté** :

- les résultats de la campagne de mesures des émissions atmosphériques rejetées par les sources canalisées de l'établissement,

- et le calendrier de réalisation des travaux de mise en conformité, dans le cas où les résultats sont non conformes,

Article 7 – La société SEVA, exploitant d'installations de fabrication et stockages d'emballages en bois, située en Zone Industrielle les Petites Mares, boulevard des entrepreneurs, Beaufort-en-Vallée à BEAUFORT-EN-ANJOU, est mise en demeure de respecter, les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 février 2011 qui visent la prévention des risques incendie :

- **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté,**
 - article 7.2.8.1, en réalisant une analyse du risque foudre. Cette analyse du risque foudre est effectuée par un organisme compétent conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.
 - article 7.5.2, en procédant à la remise en conformité des moyens de lutte contre l'incendie et, notamment, l'installation d'extinction automatique d'incendie (sprinklage) et les robinets d'incendie armés,
 - article 7.5.4.2, en apportant les justificatifs de la disponibilité des moyens en eau incendie requis pour la défense incendie externe (réserve d'eau incendie et poteaux incendie),
 - article 7.5.5, en rédigeant les consignes de sécurité,
 - Article 7.5.6,
 - en mettant en place une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention
 - en procédant à la formation du personnel à l'application des consignes écrites pour la mise en œuvre d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs,
- **dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté,**
 - article 7.2.6 alinéa 1, en procédant à la remise en conformité des installations électriques,
 - article 7.2.7 alinéa 1,
 - en définissant les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives (zones ATEX),
 - en les répertoriant sur un plan et en le portant à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.
- **au plus tard dans un délai ne dépassant pas douze mois à compter de la notification du présent arrêté,**
 - article 7.2.3, en procédant à la remise en conformité des installations de désenfumage de l'atelier de production et en assurant une surface utile d'ouverture qui n'est pas inférieure à 1 % de la superficie des locaux,
 - article 7.5.4.1 alinéa 4, en équipant les dépôts de produits finis d'un système de détection incendie.

Article 8 - L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 6 et notamment :

- **dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté** les résultats de l'analyse du risque foudre, les justificatifs attestant de la disponibilité des moyens en eau incendie requis pour la défense incendie externe, les justificatifs attestant de la réalisation effective des travaux de mise en conformité des moyens de lutte contre l'incendie et de leur bon fonctionnement, les consignes de sécurité écrites, les justificatifs attestant de la formation du personnel dans le domaine de la sécurité.
- **à l'issue des travaux et au plus tard, dans un délai de douze mois à compter de la notification du présent arrêté**, les justificatifs attestant de la réalisation effective des travaux de mise en conformité du désenfumage et des installations électriques, les justificatifs attestant de la mise en place d'une détection incendie sur les dépôts de stockage de produits finis, le plan des zones ATEX.

Article 9 - Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 9 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 10 - Le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, le sous-préfet de SAUMUR, le maire de BEAUFORT-EN-ANJOU, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement et le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société SEVA.

Fait à Angers, le 27 septembre 2017

Le Préfet

Bernard GONZALEZ

Délais et voies de recours : Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes, par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.

